L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 } *payable d'avance.*
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 }

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 7 AOUT 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.
POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.
POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orleans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Bâton-Rouge.
3me. *District*—LŒUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRE, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

La malle du Nord n'est pas arrivée depuis deux jours; et cela n'a rien qui nous étonne s'il est vrai, ce que on le dit, qu'il n'y a plus que deux steamers pour faire le service de la poste entre la Nlle. Orléans et la Mobile. La malle arrivait-elle alors le plus régulièrement possible à la Mobile, nous n'en serions pas moins ici toujours en retard, et l'irrégularité qui règne dans le service loin de diminuer ne ferait que devenir plus grande encore, si toutefois cela est possible.

MEXIQUE.

D'après les dernières nouvelles que nous avons reçues du Mexique, cette malheureuse république se trouve dans la situation la plus déplorable.

Les finances sont épuisées et le gouvernement se trouve sans ressources, sans crédit, sans énergie. Les fonctionnaires publics ne reçoivent plus leurs traitements; les ministres de la république près les cabinets étrangers sont obligés de vivre et de représenter sur crédit : la maison de commerce chargée de subvenir aux dépenses diplomatiques du Mexique en Europe, ne veut plus consentir de faire des avances dont elle ne peut obtenir le remboursement.

Cette situation peut seule expliquer l'acte du Congrès frappant subitement d'un droit additionnel d'importation les marchandises étrangères; car il n'est pas possible de pousser plus loin l'oubli des devoirs résultant des relations internationales.

Chaque nation a incontestablement le droit de régler les conditions auxquelles elle admet les produits étrangers; mais le droit des gens qui n'est que la probité politique, exige qu'on fasse connaitre d'avance ces conditions : surtout lorsque ces conditions sont onéreuses, parce qu'alors le commerce agit avec connaissance de cause.

Mais imposer des conditions onéreuse, au commerce étranger furtivement et, en quelque sorte, à son insçu, c'est commettre un vol manifeste; car celui qui vient apporter ses produits sur la foi des traités et des *droits connue* se trouve livré à une exaction inévitable.

Déjà le gouvernement anglais a réclamé le remboursement des droits perçus en vertu de cet acte furtif du Congrès mexicain et, sans nul doute, tous les autres gouvernemens feront de semblables réclamations dans l'intérêt de leurs nationaux respectifs.

Et, comme si ce n'était pas assez de ces graves symptomes d'atonie sociale, il existe de funestes divisions au sein des premiers corps de l'Etat.

Des lois approuvées par le gouvernement ont été déclarées nulles par le "suprême pouvoir conservateur," sans que pour cela le président ait renoncé à les mettre en vigueur. Le "suprême pouvoir conservateur" déclare coupables de haute trahison tous ceux qui obéiront à ces lois, et le gouvernement menace de punir rigoureusement tous ceux qui n'y obéiront pas!

Dans ce conflit de pouvoir, à qui doit on obéir?

Le président, ayant à sa disposition une force coércitive, sera vraisemblablement obéi; d'un autre côté, l'opinion publique semble pencher en faveur du "suprême pouvoir conservateur."

Dans un tel état de choses n'est-il pas à craindre que cette question ne renferme un germe de révolution et peut-être de guerre civile?

En attendant l'incurie règne partout en souveraine : tout le monde commande et personne n'obéit. Tout semble paralysé, tout présente l'image de la mort. *Si le Mexicain ne vole pas ou n'assassine pas, dit Et Monitor, c'est qu'il ne veut pas le faire; car rien ne l'en empêche.* Malheureux pays!

BONNES RAISONS POUR ABANDONNER LE LOCOFOCOISME.

L'honorable James Garland, membre du Congrès pour l'Etat de Virginie, a écrit dernièrement à ses constituants une lettre où il expose sommairement les motifs qui l'ont déterminé à abandonner la bannière de Van Buren pour arborer celle de Harrison. En voici quelques extraits :

" Opposé aux funestes projets de Mr. Van Buren, suis-je obligé de soutenir cet homme parce que je l'ai soutenu il y a quatre ans, avant qu'il n'eût développé ses odieux principes? Tout homme qui a une étincelle de patriotisme dans le cœur dira : non!

" Si j'approuve un homme auquel j'hui et que demain cet homme devenue indigne de ma confiance, serai-je obligé de l'approuver toujours par cela seul que je l'ai approuvé aujourd'hui? Evidemment non! C'est ce qui m'arrive avec M. Van Buren qui, il y a quatre ans, *disait être ce qu'il n'est pas.* Il soutient maintenant des principes diamétralement opposés à ceux qu'il professait alors : voilà pourquoi je l'ai abandonné. Il considère ses principes actuels comme étant favorables pour la liberté et les intérêts pour le pays. C'est je pense une cause suffisante pour m'opposer à sa reélection.

" Le général Harrison, au contraire, est maintenant placé à un point de vue plus élevé qu'il ne l'était il y a quatre ans. Le nuage épais que les basse calomnie et l'ignoble intrigue avaient formé autour de son caractère comme militaire et comme homme d'Etat, s'est dissipé devant le flambeau de la vérité.

" J'accède à la force de la vérité et la vérité montre clairement à tous que le général Harrison est un brave soldat, un homme d'Etat capable, un honnête homme.

" Il est quelques-unes de ses opinions que je n'approuve pas et s'il cherchait à les faire adopter je m'y opp serais de tout mon pouvoir; mais cela n'est point à craindre; il nie avec passion son pays et ses institutions libérales et sa prospérité. C'est d'ailleurs un homme intègre. Je ne crains donc point de me fier à lui et je ne puis hésiter un moment entre lui et Mr. Van Buren. Je soutiendrai donc de tout mon pouvoir Wm. H. Harrison.

Une lettre de la Mobile que nous avons reçue et que nous n'avons pas publiée parce qu'elle ne fait que confirmer ce que nous avons annoncé dans notre dernier numéro, contient le passage suivant : "Tels ont été les efforts qu'ils (les vanocrates) ont faits pour nous vaincre, et telle était la confiance qu'ils avaient en leur succès, que même pendant que l'on faisait le dépouillement du scrutin, ils ont parié des sommes immenses que nous n'aurions pas un seul de nos candidats élus." Qu'un juge de l'etonnement des Vanocrates lorsqu'ils ont vu tous les candidats de l'opposition élus! C'est en effet un désappointement terrible. Mais il faut bien qu'ils s'y habituent!

CULTURE DU COTON DANS L'INDE.

Un fait qui doit vivement intéresser les planteurs de l'Union, a lieu en ce moment en Angleterre. La Compagnie des Indes Orientales a envoyé dernièrement en Amérique un délégué, le capitaine Bayles, chargé d'étudier avec soin le système adopté dans ce pays pour la culture du coton. Le capitaine Bayles a mis une grande activité et une grande intelligence dans l'accomplissement de sa mission : il est parfaitement initié à tous les détails relatifs à la culture du coton et il a constaté l'immense supériorité de nos procédés sur ceux qui sont, à l'heure qu'il est, employés dans les Indes Orientales. Forts des renseignemens recueillis par son délégué, la Compagnie Anglaise s'occupe d'introduire dans ses possessions asiatiques de grandes améliorations; elle a l'espoir, dit-elle, de faire une redoutable concurrence aux producteurs américains, et d'arriver quelque jour à fournir au commerce anglais le coton dont il a besoin L'Angleterre deviendrait ainsi sous ce rapport indépendante de l'Union. La Compagnie des Indes Orientales ne néglige aucun moyen, ne recule devant aucune dépense, devant aucun sacrifice pour arriver à ce resultat. On prétend qu'un certain nombre de planteurs américains ont été enrôlés par l'Entreprise de la Compagnie et qu'ils doivent aller porter en Asie le fruit de leur expérience. Grâce à eux, on espère obtenir prochainement des produits égaux à ceux de la Caroline et de la Georgie.

Les espérances de la Compagnie Anglaise sont sans aucun doute exagérées; mais nous avons cru devoir signaler ce fait à nos planteurs. En présence des tentatives que font les Anglais pour créer une production rivale de la nôtre, ne doivent-ils pas redoubler d'efforts, rechercher toutes les améliorations et maintenir la supériorité qui leur est si justement acquise?

VARIÉTÉS.

LES SUITES D'UNE PASSION.

IV.

Comment Ferdinand mue argent, sans crédit, sans ressource, parvint à organiser un dîner digne en tout point des hôtes d'élite qu'il y avait convoqués, c'est ce que je n'ai jamais bien su, mais je ne doute pas qu'il n'ait dû déployer pour cette œuvre importante autant de savantes combinaisons que tel général consommé pour s'emparer d'une ville réputée imprenable.

Le jour fixé étant venu, je me rendis vers quatre heures à la maison de campagne de M. et Mme de B.... Je n'étais point le premier arrivé. Déjà Mme B.... était au salon avec une de ses connèses, qui était du nombre des convives. C'était une jeune femme comme elle, et toutes deux, il m'en souvient, étaient occupées à mon arrivée à chanter au piano un duo bouffe de Mercadante qu'elles interrompaient à chaque instant par les éclats de rire les plus francs et les plus communicatifs qu'il soit possible d'imaginer. Jamais Mme de B.... ne m'avait paru aussi jolie que ce jour-là, vêtue comme elle l'était d'une simple robe de mousseline blanche qui faisait sortir encore l'éblouissant éclat de son teint et les fraîches couleurs de sa jeune. Jamais non plus je n'avais vu rayonner ses traits une plus vive expression de bonheur et d'allégresse. C'est qu'elle se faisait une fête de cette petite solennité dont son miroir lui avait déjà dit sans doute qu'elle allait être la reine.

Je demandai des nouvelles de Ferdinand. Il était parti dès le matin pour Paris, afin de s'occuper de quelques derniers préparatifs pour la soirée qui devait suivre le dîner. Au surplus, il ne pouvait tarder maintenant à revenir pour recevoir ses hôtes. Peu de tems après moi arriva le respectable pair de France. Il était accompagné de Mme la pairesse, une vieille dame assez prétentieuse et assez maussade, qu'on dit être la tante de Mme de B...., et qui s'étonna fort que son neveu par alliance ne fut pas venu lui offrir la main pour descendre de son carrosse. La jeune femme excusa son mari de son mieux, puis il se passa environ une heure pendant laquelle arrivèrent plusieurs autres personnes, deux députés influens, le directeur du personnel de l'intérieur, un auteur fort en vogue, un superbe dandy, cousin de Ferdinand, etc. Mais du maître de la maison aucune nouvelle. Qui pouvait causer son retard? Déjà les conjectures commençaient; l'orage mas toute avait pu le retarder. Il était tout dans l'après-midi plusieurs averses. Mme de B..... ne paraissait encore, quant à elle, nullement inquiète, et elle faisait les honneurs de son salon avec une grâce toute charmante. Cependant, lorsque six heures sonnèrent sans que Ferdinand eût donné signe de vie, elle commença à se troubler et sortit de salon. Elle ne fut guère absente plus d'une minute; mais lorsqu'elle rentra elle était pâle comme une morte, et il me sembla que ses yeux était hagards, bien qu'elle essayât de sourire. Je m'approchai d'elle et ne pus m'empêcher de lui dire à voix basse: "Qu'est-ce donc? qu'est il arrivé?—Oh! rien, me dit-elle. Mais il me semble qu'il y avait de l'effroi dans le ton avec lequel elle accentua ces paroles. Je ne pus, au surplus, en dire davantage, car son cousin le jeune dandy vint me poser familièrement sa main sur le haut du gilet qui était assez large, et le demandait en grâce ayant si elle comptait prendre un abonnement aux Bouffes, dont la saison allait commencer quelques jours après.

Cependant, je n'étais pas le seul que le changement subit survenu dans la physionomie de Mme. de B.... eût frappé. Son oncle, le vieux pair de France, crut devoir lui adresser à peu près la même question que son cousin, et comme elle y fit une semblable réponse, il s'en pressa d'ajouter qu'à coup sûr elle devait être malade

"Moi, malade! répondit la jeune femme avec un rire dont l'étrangeté me fit frémir; oh! se n'est pas possible, je suis trop heureuse de vous recevoir. Je ne me suis jamais aussi bien portée qu'aujourd'hui..."

Il y avait une telle expression de souffrance intime et profonde dans tous les traits de Mme. de B.... pendant qu'elle parlait ainsi, que je conjecturai qu'il devait se passer en ce moment quelque chose de funeste hors de ce salon, où le corps seul de la jeune femme habitait encore, mais où son âme n'était déjà plus. Ne pouvant maîtriser mon inquiétude, j'interrompis brusquement une conversation politique que je venais de commencer et je sortis.

J'errai quelque temps dans le jardin, où le dîner était déjà servi, et une chose me frappa, c'est que sur cette table, ornée avec tout le luxe d'un repas de fée, il n'y avait pas un seul couvert d'argenterie. A titre d'ami de la maison et déjà saisi d'ailleurs par un fatal pressentiment, je crus devoir demander aux domestiques la cause de cet oubli. Savez vous ce qu'il me fut répondu?

"Monsieur a emporté toute l'argenterie ce matin à Paris, et il avait défendu d'en parler à madame parce qu'il veut lui faire une surprise; mais il a bien fallu tout à l'heure dire à madame ce qui en était."

Ces mots furent pour moi un trait de lumière. Pauvre jeune femme! comme elle devait souffrir, obligée de sourire pendant que, le cœur brisé, elle se demandait quel serait le dénouement de ce drame si poignant à la fois et si vulgaire, dont l'intrigue mystérieuse renfermait peut-être pour son mari et pour elle une question de vie ou de mort. Je descendis dans la cour, j'allai jusque sur la route, aucun bruit ne vint à mon oreille. Morne et désolé, je rentrai dans le salon. Comme j'ouvrais la porte, j'entendis distinctement la femme de pair de France s'écrier :

"Mais bien, il me semble bien extraordinaire que votre mari nous fasse attendre ainsi, et si vous m'en croyez, nous dînerons sans lui.

—Oui, c'est cela, dit une jeune femme, cela lui apprendra à être plus exact une autre fois."

Ici Mme. de B...., comme saisie d'une sorte de vertige, se leva convulsivement de son fauteuil, puis elle s'y laissa retomber sans haleine et sans voix : elle était évanouie. On s'empressa autour d'elle, et au bout de quelques minutes elle commença à reprendre ses sens, mais ce fut pour murmurer des paroles sans suite où revenait incessamment, comme le répons d'une litanie funèbre, ce mot que je glaçait jusqu'à la moelle des os : "L'argenterie..... l'argenterie!" Il était alors huit heures du soir.

Je ne sais si vous est arrivé jamais de vous trouver au milieu d'une de ces catastrophes bourgeoises qui viennent fondre sur une famille et la plonger dans le deuil. Alors, chacun s'efforce de passer inaperçu, chacun s'esquive en toute hâte, comme si en demeurant plus longtemps sous le toit où le malheur vient de pénétrer, il craignait d'en emporter avec lui la contagion. Moins de dix minutes après l'évanouissement de Mme. de B...., tous les convives avaient disparu, le salon était vide; j'étais demeuré seul auprès de cette malheureuse jeune femme, que ses domestiques, muets et consternés comme moi, contemplaient avec une respectueuse compassion.

Tout à coup, au milieu du silence lugubre qui régnait dans le salon, le bruit des roues d'un cabriolet criant avec rapidité sur le sable se fit entendre, puis la grille s'ouvrit; un bruit de pas retentit sous le vestibule, enfin la porte du salon s'ébranla avec fracas et un homme parut : c'était Ferdinand de B.... Il était pâle aussi, lui, et de ses cheveux en désordre tombaient de grosses gouttes de sueur, mais son front rayonnait d'allégresse et d'orgueil.

"Qu'est-ce donc? s'écria-t-il vivement; où sont tous nos convés?"

Je me contentai de lui montrer du doigt sa femme étendue sans mouvement dans un fauteuil auprès d'une fenêtre qu'on avait entr'ouverte. A cette vue il poussa un cri déchirant.

"Ah! misérable! dit-il en s'élançant auprès d'elle, c'est moi qui l'ai tuée."

Je ne voulus pas en entendre davantage et crus devoir me retirer par discrétion. En traversant la salle à manger, mes regards s'étant portés machinalement sur la table, je remarquai que l'argenterie était à sa place. Est il besoin de vous expliquer ce mystère? En présence des nécessités auxquelles il s'était vu forcé de pourvoir, Ferdinand n'avait pu résister à la tentation de recueillir qui n'était qu'usurpée dans son cœur. Il avait joué et après maintes alternatives, il avait gagné enfin et rapportait l'argenterie.... c'était la gâté de condamné dont la tête vient de tomber. Quelques minutes après l'arrivée de son mari, Mme de B.... accablée par les cruelles émotions de la soirée, expira dans ses bras.

Par de ces jeux du sort trop fréquens dans la vie, Ferdinand reçut dans la même soirée la nouvelle de la mort de son oncle, qui lui laissait une fortune évaluée à deux millions et l'avis de sa nomination à la sous-préfecture de **

Maintenant vous savez pourquoi M. de B.... est si triste, pourquoi ses cheveux sont blancs à 35 ans, pourquoi il a proscrit l'argenterie de sa table, pourquoi enfin il est cependant dans ce château transformé en couvent à une existence solitaire et désolée.

L. O. CHASTANT

Tel est à peu de chose près le récit que nous fit notre introducteur M. de L...., ex-brigadier aux gardes dans la compagnie de Luxembourg. Quelque vulgaire peut-être que puisse paraître la circonstance qui en détermina le dénouement, il nous fit à tous une impression profonde, je ne saurais le nier, tant il y a parfois dans les détails les plus futiles en apparence de notre existence bourgeoise, les élémens du drame le plus saisissant et le plus terrible, alors que nos passions, nos intérêts ou notre orgueil même se trouvent en jeu. J'ajouterai pour compléter ce récit que je ne me serais point permis de traduire sous la forme de feuilleton une catastrophe malheureusement historique, si je n'avais appris tout récemment que Mme. de B.... n'était point une femme imaginaire, mais bien une femme vivante, et qu'il n'a point laissé d'héritier de son nom.

ALEXANDRE DE LAVERGNE.
(FIN.)

Mr. l'Editeur,
Veuillez avoir la bonté d'annoncer dans votre estimable journal, que Mr. ANTHONY FERNANDEZ, sera dorénavant soutenu à l'élection d'alderman qui doit avoir lieu mardi, 11 du courant, dans le 5me. district.
PLUSIEURS PROPRIÉTAIRES.

DERNIERES DATES.

New-York.....	juil. 30	Liverpool.....	juil. 4
Boston.....	juil. 24	Londres.....	juil. 3
Philadelphie.....	juil. 25	Havre.....	juin 30
Washington.....	juil. 26	Paris.....	juil. 1
Baltimore.....	juil. 26	Bordeaux.....	juin 27
Charleston.....	juil. 29	Madrid.....	juin 28
Vera-Cruz.....	juin 29	Cadix.....	juin 16
Tampico.....	juin 6	Barcelone.....	juil. 22
Mexico.....	mai 27	Hambourg.....	juil. 28

COMMERCIAL.

MARCHÉ MONÉTAIRE.
Nouvelle-Orléans, 6 aout 1840.

Espèces.....	à	⅌ 6	pour cent prime
Billets de Banque des E.U.	2½	⅌ 3	do.
Notes de la Trésorerie.....	5	⅌ 7	do.
Sous-traites.....	$5	10	at $5 20.
Doublons Espagnols.....	17	⅌ 17 37½	
do Mexicains.....	16	37½ ⅌ 16 62½	
Or Américain.....	7	⅌ 8	pour cent prime.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPÉDIÉS.

Navire Robt. Pulsford, Prince, Liverpool,
Geo. Green & Bro
Brick Emma, Fernald, Havane, D Marston
Gool. Zavish, Stevens, Aguinchico, G Rogers & co.

ARRIVES.

Navire Louisa, Murphy, de New-York.
Bateau de remorque Vaudenne, de la passe S O.
Steamboat Augusta, Kellock, de Pt Sorre.
" Brina Bercklime, Wheeler, de Shreveport.
" Express, Eason, de Louisville.
" Bogue Homa, Wood, de la R viere Rouge.

⅌ Pochet Loma, capitaine Mulford, de New York; ce dernier est en déchargement en face du marché aux Coques. Les consignataires sont priés de prendre livraison de leurs marchandises de suite.
7 août WETSON & AVERY, agents.

ASSOCIATION CONSOLIDÉE DES PLANTEURS DE LA LOUISIANE.
Nouvelle-Orléans, 4 août 1840.
CETTE Institution fournit des traites sur Londres.
4 août A. BAUDOUIN, cashier.

A VIS—Les soussignés se sont aujourd'hui associés et feront les affaires en toute ville sous la raison de *Barrett & Lepage.*
Nouvelle-Orléans, 1er août 1840.
THOMAS BARRETT,
LOUIS LEPAGE.
4 août—10

OPINIONS COMPARÉES DE HARRISON ET DE VAN BUREN RELATIVEMENT A L'ABOLITIONISME.

GÉNÉRAL HARRISON.

En décembre 1799, étant gouverneur de l'Indiana, il sollicita en 1820, par son approuvé des pétitions ayant pour but de faire rapporter l'ordonnance de 1787 qui prohibait l'esclavage.

En 1819, il vote, comme membre de la Chambre des Représentans au Congrès, contre la clause qui faisait admettre dans l'Union, c'est-à-dire qu'il vota pour l'admission pure et simple sans imposer l'obligation d'abolir l'esclavage.

Sur cette question importante du Missouri, il s'est rangé avec les membres du Sud pour résister aux abolitionistes qui voulaient l'admettre comme nouveau Etat, qu'à la condition d'effacer l'esclavage de leur constitution. Et c'est ce vote anti-abolitioniste qui empêcha sa réélection.

En 1825, il tomba ainsi encore dans les mêmes fautes.

"En résumé, considérons, notre ligne de conduite est tracée par l'humanité et le devoir. Nous devons chercher à émanciper les esclaves des autres Etats sans leur consentement."

En 1833, dans un discours prononcé à Chéviot, on trouve ce qui suit : "Les membres du Congrès qui ne sont pas esclavagistes, qui ressument son opinion sont d'accord à cet égard.

"La discussion du sujet de l'abolition dans les Etats libres, est également nuisible aux esclaves et à leurs maîtres. Elle tend à exciter la mauvaise volonté, contraire aux principes de la CONSTITUTION."

En 1836, dans une lettre à M. Thomas Bloodeste ville, le général Harrison disait.

"Je ne croirais que la congrès puisse abolir l'esclavage dans les Etats, *ni interférer en aucune manière dans les droits de propriété des citoyens*, excepté sur la demande des Etats qui voudraient le débarrasser de leurs esclaves moyennant compensation, mais non autrement. Ces opinions sont des restes de celles de JEFFERSON et de MADISON.

"Je ne crois pas, ajoute-t-il, que le congrès ait le pouvoir d'esclavage dans le district de Columbie sans le consentement de la Virginie, du Maryland et des citoyens du district."

En présence de ces FAITS, dont personne ne saurait contester l'exactitude, le doute est impossible : M. Van Buren est le candidat ségrégé.

M. VAN BUREN.

Il commence sa carrière politique en 1820, par donner son approbation, comme sénateur de l'Etat de New-York, à la résolution suivante :

"Attendu que toute extension ultérieure de l'esclavage dans les Etats Unis est un danger de la plus haute importance pour cet Etat; et attendu que nous considérons l'esclavage comme un mal déplorable, et que dans notre opinion on doit lui opposer toutes les barrières qu'il est fermis de la constitution pour prévenir son extension; et que comme la Constitution des Etats Unis donne clairement au congrès le droit d'exiger des nouveaux Etats qui ne sont pas compris dans le territoire originaire de l'Union, la prohibition de l'esclavage comme condition de leur admission dans l'Union— C'est pourquoi il est:

"Résolu que nos sénateurs et représentans soient requis de s'opposer à l'admission, dans l'Union, d'aucun Etat qui admettra, sur son territoire, sans faire de la prohibition de l'esclavage une condition absolue d'admission."

Ainsi il a été d'opinion que le Missouri devait être admis dans l'Union parceque c'était un Etat à esclaves: ce qui était aussi l'opinion des Etats du Sud.

En 1821, étant alors membre d'une convention de l'Etat de New-York, pour réviser la constitution, il parla et vota pour donner le droit de suffrage aux nègres libres.

En 1822, il vote dans le Sénat des Etats-Unis pour restreindre l'introduction des esclaves dans le territoire de Floride.

En 1836, il dit avec le style ornateur qu'il lui est particulier.

"Je ne croirais pas, d'après les lumières dont je suis entouré, pouvoir en conscience prononcer que le congrès a pas le droit d'intervenir dans la question de l'esclavage dans le district de Columbie.

"Si ce droit existait, je ne voudrais pas en faire usage, à moins que la nécessité ne l'exigeât."

Pour les renseignemens, s'adresser à J. A. Beard, 88, rue de la Commune, près City Hotel 6 août—18.

BUREAU D'ENREGISTREMENT
De Décès et de Naissances.

BUREAU d'enregistrement des décès et des naissances ouvert de 9 A. M. à 2 P. M.)

Il est ordonné par la loi que la naissance de tout enfant libre et la mort de toute personne libre, dans la paroisse d'Orléans, doivent être déclarées à ce bureau dans les 30 jours qui suivent celui où ces faits ont eu lieu; et comme beaucoup de nos esclaves ne jouissent cette mesure importante, j'informe le public que c'est une contravention à cette loi, ces parens d'une amende de la somme de $10 et condamnée aux frais de poursuite.

Nlle. Orléans, le 23 juillet 1840.
VINCENT RAMOS, Recorder.

A VIS—Le soussigné préfère le public en général et en particulier les marchands faisant profession de pacotil leurs dans cet Etat, que sa femme ayant abandonné le domicile conjugal, il ne reconnaîtra à payer toute dette contractée par elle à dater de la publication du présent avis.
GILBERT D'ARENSBOURG.
Paroisse St. Charles, le 1er. sout 1840.
2 août—18

A VIS—La société existant entre les soussignés sous la raison de Lepage Brothers & Co., est dissoute d'un commun accord à partir de ce jour. Mr. James Chalaron est chargé de la liquidation de la société et il continuera les affaires de la maison sous son propre nom.
LOUIS LEPAGE.
JAMES CHALARON.
2 août

LIBRAIRIE DE LELIÈVRE,
Enseignant Royale et Sainte-Anne.
Nouvelle-Orléans.

Résumé des Voyages, Découvertes et Conquêtes des Portugais, par M. Dejardy, 3 vol. in-8.
Collection de Romans nouveaux des meilleurs auteurs. Œuvres de Lamartine, Lamennais, Delille, Rousseau, Molière, etc., éditions compactes.
Révolution française, par Thiers.
Eloge animé de Cuvier; un choix de Manuels les plus importans; quelques ouvrages de médecine, de droit, de mathématiques; livres d'éducation, de prières, de piété.
Cartes des Portugais, par le capitaine Nemos.
Fournitures de classes et de bureaux, etc., etc.
4 août—3 p. s.

GRAINES FRAICHES DE JARDINAGE.

UN grand assortiment de Graines pour les semis d'août, ainsi que Haricots naius rougeat, créoles, de 1840, à vendre par
LELIÈVRE, enseignant Royale et Ste-Anne.
On trouve toujours à la librairie du sieur Lelièvre le Nouveau Jardinier de la Louisiane.
4 août—305

CHAUX—3000 barils de chaux de Thomaston bien conditionnés, à 6 escalins le baril, par quantités à la convenance des acheteurs.
S'adresser rue Victoire 16e. maison au-dessous de rail road Pontchartrain, ou à F. ROTCHFORD,
⅌ août—3m. No. 2, Nouvelle-Levée.

LE soussigné informe le public de ne point vendre à crédit aucun de ses effets en magasin et entrepôt.
1 août—4 JEAN JUNEK.

A VENDRE les nègres suivants :
Un bon ingénieur âgé de 22 ans. Il a été pendant 6 ans chargé de la direction d'une machine à vapeur.
Un bon scieur, âgé de 25 ans et un bon conducteur de bœufs, âgé de 30 ans, ainsi qu'un excellent domestique de maison et cocher, âgé de 30 ans.
Si ces esclaves ne sont pas vendus à l'amiable avant le 21 courant, ils seront exposés à l'encan à des conditions libérales.
Pour les renseignemens, s'adresser à J. A. Beard, 88, rue de la Commune, près City Hotel 6 août—18.

BUREAU D'ENREGISTREMENT
De Décès et de Naissances.

BUREAU d'enregistrement des décès et des naissances ouvert de 9 A. M. à 2 P. M.

Il est ordonné par la loi que la naissance de tout enfant libre et la mort de toute personne libre, dans la paroisse d'Orléans, doivent être déclarées à ce bureau dans les 30 jours qui suivent celui où ces faits ont eu lieu; et comme beaucoup de nos esclaves ne jouissent cette mesure importante, j'informe le public que c'est une contravention à cette loi, ces parens d'une amende de la somme de $10 et condamnée aux frais de poursuite.

Nlle. Orléans, le 23 juillet 1840.
VINCENT RAMOS, Recorder.

A VIS—Le soussigné préfère le public en général et en particulier les marchands faisant profession de pacotil leurs dans cet Etat, que sa femme ayant abandonné le domicile conjugal, il ne reconnaîtra à payer toute dette contractée par elle à dater de la publication du présent avis.
GILBERT D'ARENSBOURG.
Paroisse St. Charles, le 1er. sout 1840.
2 août—18.

A VIS—Le soussigné ayant été nommé syndic des créanciers de Edouard Schmidt et Schmidt et Hamilton exécuteurs testamentaires de la grande loterie de propriétés," notifie aux acheteurs de billets de cette loterie de les lui présenter le plutôt possible de manière à ce qu'il puisse produire au tableau de distribution à la Cour de Paroisse.
Nlle. Orléans, le 8 août 1840.
JHO. NICHOLSON, Syndic.
6 août—12t 3 ps

L'ANGUIEN de Bouf—2 1-2 barils et un barillet en salaison, à vendre par
ADAMS, HARTWELL & Co. 36, rue Poydras.
6 août

CHAUX—1000 barils de chaux tirache de Thomaston, à vendre par
GEO. BEDFORD & BECK,
6 août 24, rue de la Douane.

BRIQUES à feu de Londres, Baltimore et New-York, à vendre par
GEO. BEDFORD & BECK,
6 août 24, rue de la Douane.

HUILE—2000 gallons huile de sperm, en boucauts, tierçons et barils, à vendre par G BEDFORD & BECK,
7 août 24, rue de la Douane.

HUILE—3000 gallons huile de sperm de printemps, 2000 do do d'automne, 2000 do do de baleine blanche, à vendre par
WIGGIN & DAVENPORT, 23 Gravier.
6 août

CIMENT, Platre de Paris, chaux et crins, pour les plafonnages, constamment à vendre par
GEO. BEDFORD & BECK, 24, Douane
7 at

HARENGS—300 barils harine fraiche de Potomac, à vendre par
GEO. BEDFORD & BECK,
7 août 24, rue de la Douane.

FARINE—300 barils farine fraiche, de bonnes marques, venant d'être reçus et à vendre par
ADAMS, HARTWELL & Co. 36, Poydras.
7 août

SAUMONS DE FER—60 tonneaux en débarquement du steamer Moravian, à vendre par
SAMUEL BEL, 89 Magasins.
7 août

FARINE—100 boucauts farine superfine et fine, à vendre par
B. LATAPIE, 76, Vieille Levee
7 août.

HUILE DE CASTOR—10 barils huile de castor supérieure, reçues par le steamer Chester, à vendre par
MAHARD & BROTHER,
7 août 38, Nouvelle Levee.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de paroisse pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans—Présent l'honorable Charles Maurian, juge—Lasseque Turgeau et Cornelius Grymes, curateurs de la succession de Jacques Fortier, ci-devant de cette ville, décédé, ont donné que toutes les personnes intéressées aient à déduire dans les dix jours qui suivront la publication de présent ordre, les motifs pour lesquels le tableau provisionnel de distribution enregistré par le syndic de la faillite procédé, ne serait pas homologué et les dits demandeurs en conséquence.
Par ordre de la cour, 5 août 1840.
ARMAND PITOT, greffier.
7 août—2

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de Commerce de la Nouvelle Orléans—L'Etat de la Louisiane—A tous ceux que ces présentes concernent, Salut—Attendu que Henry Fassmann, ayant acheté une vente faite par le syndic de la faillite d'Edouard Dupiessis par l'entre mise de A. A. Gardiel, encanteur public de cette ville, ayant déposé le procès-verbal de ladite vente au greffe de cette cour, par l'ordre de laquelle vente que l'on veut homologuer a été faite pour un prix conformément à un jugement à cet effet rendu par un juge